

Finalités de la production et recomposition syndicale

PAR ÉRIC MACÉ

Pour réorienter la production, choisir l'utilité sociale contre le gaspillage et la pollution, une recomposition syndicale s'impose. Eric Macé, explique ici pourquoi la liaison entre précaires, écologistes et féministes est un objectif essentiel.

La crise écologique pose dans l'urgence les questions de la finalité de la production et celle des effets des procès de production sur l'environnement. Cette question n'est pas nouvelle : depuis longtemps les militants d'un autre mode de développement (pacifistes, écologistes, tiers-mondistes...) ont mis en évidence les effets pervers de la croissance et des décisions non démocratiques dans de nombreux domaines – en particulier ceux de la défense, de la santé et de l'énergie. Cette conscience globale de la crise écologique a même été à l'origine de la dénonciation des "dégâts du progrès" faite par la CFDT en 1977.

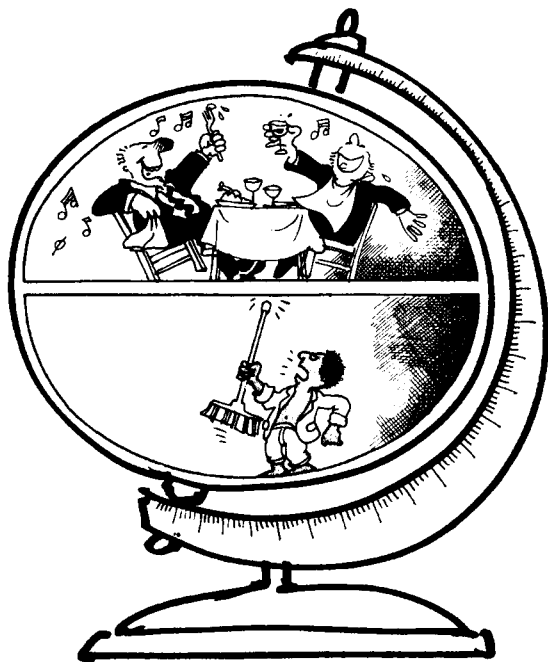
Cependant, les succès en la matière ont été très mesurés si l'on en juge par la gravité de la situation actuelle : déséquilibre Nord/Sud, pollution et pillage

de l'environnement, surcoûts de l'armement et du nucléaire, saturation automobile...etc.

Malgré la continuité des problèmes posés, la nouveauté aujourd'hui, c'est l'inversion des rôles : face à la crise écologique et aux enjeux de pouvoir imposés par la course technologique, ce sont les Etats et les firmes qui ont l'initiative dans l'application des normes, dans les investissements technologiques, dans l'augmentation de la productivité et la réduction des coûts... alors que les syndicats se polarisent sans succès sur la défense de l'emploi et que les écologistes sont coupés des forces sociales qui portent la lutte anti-productiviste.

Le rapport à l'emploi : un rapport de domination

Ce retournement se trouve illustré par le conflit qui oppose les salariés de l'usine Dassault de Colomier à la direction et au gouvernement, concernant la fermeture de l'usine : les salariés étant soutenus par la CGT (intérêts des salariés) et le PCF (pacifiste), un ministre socialiste a aisément fait valoir que "ceux qui réclament les coupes dans les budgets de défense sont mal placés pour exiger dans le même temps le maintien des emplois dans les industries d'armement" (1). Ainsi le pouvoir exprime une réalité simple mais essentielle : le rapport à l'emploi n'est pas uniquement un rapport d'exploitation, mais aussi de domination, au service d'une orientation technoproduktiviste de l'économie. La dépendance au travail salarié concernant quasiment l'ensemble de la population, le fonctionnement du marché du travail – c'est à dire les mécanismes de segmentation, de précarisation et d'exclusion – peut alors se lire comme la sujétion organisée de la plupart aux orientations et aux décisions de certains. Le chantage au chômage joue donc à plein contre les velléités anti-productivistes ; dans le même temps, les salariés subissent les ajustements



1 "Les salariés de Dassault font campagne", *Le Monde*, 4 juin 1989

nécessaires à la guerre économique dont la sortie de crise écologique est une composante.

Parallèlement, les syndicats ne maîtrisent plus une situation où les divisions, les segmentations et les intérêts contradictoires sont imposés par l'Etat et le capital : travailleurs du Sud contre travailleurs du Nord, employés contre précaires, précaires contre chômeurs... Ceci entraîne une justification syndicale des activités non pas en fonction de leur utilité, mais des emplois qu'elle fournissent : de ce fait, la domination productiviste est accomplie, la référence au travail salarié comme mode essentiel de répartition de la richesse collectivement produite est renforcée.

De la même façon, lorsque les écologistes contestent l'utilité de telles productions, lorsqu'ils combattent les procès de production destructeurs, ils ont peu de chance d'être entendus (2). Une réorientation écologiste de l'économie, au service des populations et de la créativité sociale, ne pourra ne pourra donc être menée qu'à partir de l'abolition du chômage. La contrainte du productivisme qu'implique la dépendance au travail salarié devra être levée.

La recomposition syndicale ?

Une perspective anti-productiviste suppose selon nous une recomposition syndicale pour porter le conflit au sein du rapport salarial et des arbitrages qui y sont faits : temps/argent, activité/revenu, biens matériels/biens culturels, implications/contreparties...(3). La dépendance au travail salarié est ainsi double : matérielle et sociale. matérielle parce que l'ensemble des droits et des conditions normales de vie sont liées au travail salarié (sécurité sociale, retraite, accès au logement, à la formation...); sociale parce que le travail salarié reste le vecteur essentiel de socialisation et de reconnaissance (4). Le principal obstacle à une recomposition syndicale reste la seg-

mentation du salariat. Son principal vecteur serait l'apparition de la conscience d'une condition salariale, commune à tous : conscience que le rapport à l'emploi est un rapport de domination, entretenu par la concurrence entre les salariés (5). Ainsi, les convergences des luttes deviennent possibles : les conditions de travail, de salaire et de promotion des salariés ayant un emploi si souvent décevantes, résultent des coûts de l'exclusion et de la concurrence des précaires. De la même façon, la valorisation sociale des gains de productivité ne pourra se faire sans un nouvel arbitrage : moins de consumérisme, plus de temps créatif. Cette nouvelle culture "post-industrielle" n'est pas marginale, elle est portée en particulier par les jeunes et par les femmes, cibles privilégiées de la précarisation et acteurs les plus avancés de cette "culture du chômage".

La réduction de la dépendance matérielle suppose l'adoption d'un revenu garanti égal au salaire minimum (rappelons que ce dernier n'est pas lié à la productivité individuelle mais qu'il est calculé sur la base d'un niveau de vie décent et qu'il est le résultat d'un rapport de force entre le patronat, l'Etat et les salariés), mettant fin à la concurrence entre salariés et à la surexploitation (6).

La réduction de la dépendance sociale, elle, nécessite la réduction massive du temps de travail sans perte de revenu – sinon dans le cadre d'un compression par le haut de l'échelle de salaires, particulièrement étendue en France. Pour appliquer ces deux objectifs, on peut concevoir une "transition salariale" fondée sur un double salaire : celui versé par l'entreprise au prorata des heures travaillées (l'objection d'une faillite immédiate est ainsi écartée), et celui versé par une caisse (ayant un statut similaire aux caisses de retraite) alimentée par les ex-budgets de traitement social du chômage et d'aide à l'emploi (7). Mais la mise en place de ces propositions pose question.



2 Cette évidence était déjà montrée par André Gorz dans *Ecologie et Politique*, Galilée, 1975

3 Michel Aglietta souligne dans *Régulation et crise du capitalisme* (Calmann-Lévy) que le "niveau le plus intense" de la lutte des classes est celui d'un dépassement du cadre du contrat salarial pour la mise en cause à la fois des modes d'organisation du travail et des modes de vie – c'est à dire la contestation du rapport salarial (p.92)

4 Schnapper Dominique, "Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux", *Revue Française de Sociologie*, janvier 1989

5 Ce concept de "condition salariale" a fait l'objet de mon mémoire de maîtrise La condition salariale. Rapport à l'emploi, mouvement sociale, maîtrise, Université de Paris VII, juin 1989

6 Thierry Baudoin, "Le revenu garanti : une revendication", *Partage*, avril 1988, n°44

7 C'est l'idée d'un "deuxième chèque" défendue par Guy Aznar et André Gorz dans "Qui ne travaille pas mangera quand même", *Futuribles*, juillet 1986

Les acteurs de la recomposition syndicale

Une valorisation sociale et culturelle du temps libéré rencontrera l'opposition du patronat et de la technocratie pour lesquels le temps contraint, le chômage, la précarité constituent les instruments de reproduction de la sujétion salariale.

Mais cette valorisation du temps libéré, grâce à un nouveau mode de répartition des richesses collectivement produites commence à rencontrer un écho favorable parmi certaines catégories de salariés. Ainsi, la nécessité d'une dissociation temps de travail/revenu est la revendication première des mouvements de chômeurs qui se veulent les porte-paroles des exclus de la production et de la société (8). Le RMI peut être considéré comme une première reconnaissance institutionnelle et politique de cette nécessité. Cependant sa conception renforce plus l'exclusion qu'elle ne la réduit.

L'élévation du niveau scolaire de la main d'œuvre, l'insatisfaction vis à vis du travail salarié et des possibilités élevées de créativité et d'expression personnelle hors-travail, créent de nouvelles aspirations qui relativisent les "valeurs" du travail au profit des pratiques sociales et temporelles plus culturelles que matérialistes (9).

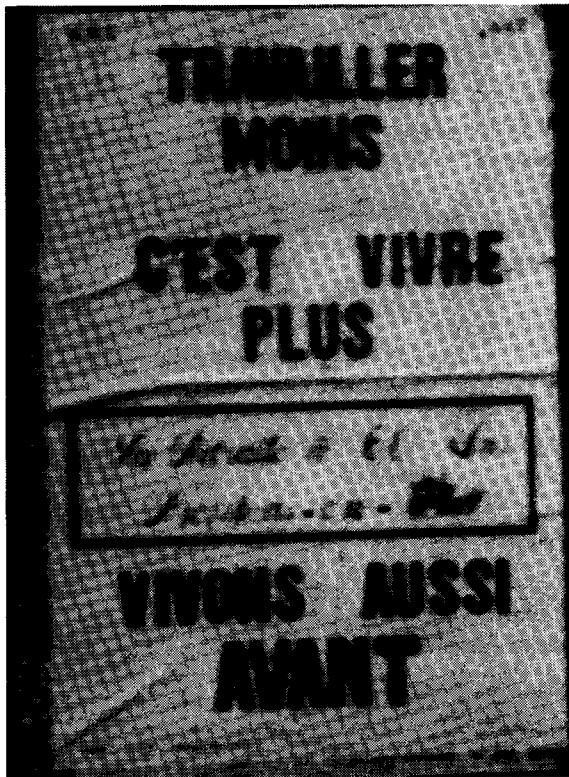
La réduction du temps de travail sans perte de revenu est un objectif séduisant pour nombre de salariés, en particulier pour celles qui supportent en premier lieu les contraintes de la "double journée" : les femmes. Elles représentent donc un groupe social particulièrement important dans la perspective d'une recomposition syndicale, alors qu'elles ont été jusqu'alors négligées et marginalisées dans les pratiques et dans les stratégies syndicales. Le combat féministe aujourd'hui n'est pas simplement un combat pour l'égalité des chances et le droit à l'emploi, mais aussi pour la levée de la double contrainte du travail domestique et salarié, entretenue par l'inégalité de salaires et de temps de travail : contre l'hypocrisie du temps partiel présenté comme un temps choisi (alors que ce sont les femmes qui le pratiquent à 80% et qu'il conduit à déresponsabiliser encore plus les hommes du travail domestique), la nouvelle formule féministe est bien "tous à mi-temps !"

La revendication d'une réduction massive du temps du travail demande une capacité de conviction et de mobilisation sans précédent dans l'histoire du syndicalisme. En effet, pour ceux qui la porteraient parmi les salariés ayant un emploi et un salaire normal, cette revendication est de l'ordre du projet plus que de la nécessité. Pour un groupe de salariés ce projet est lié à une nécessité immédiate : les travailleurs précaires. Ils ne sont pas des marginaux, mais une figure nouvelle du travail productif (10).

Polyvalents, mobiles, disponibles, les précaires sont devenus un facteur essentiel de la restructuration productive et de la gestion à "flux tendus" de la main d'œuvre (11). Aujourd'hui, l'emploi précaire représente plus de 50% des embauches et 20% des emplois (12). Ils ne sont donc pas des exclus de la production. Mais ils sont exclus des garanties liées à l'emploi "normal", et de celles liées à la perte d'emploi puisque les critères de prise en charge des ASSEDIC

reposent toujours sur la norme obsolète de l'emploi à temps plein de longue durée (13).

Certains précaires ne se reconnaissent donc pas dans le travail productif, lieu d'exploitation et de non-reconnaissance. A contrario, ils développent une productivité sociale, culturelle, artistique : groupe rock, militance politique, vie associative, animation locale... De leur point de vue, un revenu garanti égal au SMIC est une priorité absolue parce que la polyvalence et la disponibilité productive deviennent une qualification qu'il s'agit de rémunérer en tant que telle (sans lien avec le temps de travail fourni). D'autre part les activités sociales, culturelles et artistiques ont une fonction collective aussi importante que le travail



productif : il s'agit de reconnaître, donc de rémunérer, cette création de sociabilité (14). Enfin un revenu garanti égal au SMIC pourraient entraîner l'abolition du chômage et de la concurrence entre salariés, condition sine qua non de réorientation de l'économie.

Par leur double sensibilité à la violence du rapport à l'emploi et à une culture détachée de la "morale du travail" et de ses valeurs productivistes, les précaires et leurs organisations pourraient donc être les acteurs essentiels d'une recomposition syndicale, en lien avec ceux qui militent pour une réorientation de l'économie. Qu'un tel lien s'établisse entre "le mouvement écologiste construit sur la contestation de la croissance et la classe qui subit toutes les nuisances de la croissance sans en retirer les bénéfices" (15) et s'ouvrirait alors la perspective d'un mouvement social qui serait à notre société post-industrielle ce qu'a été le mouvement ouvrier à la société industrielle.

8 Voir l'enquête de Patrick Cingolani L'exil du précaire, Méridiens, 1986. On peut dire que ce "paradoxe de l'implication" des salariés a pour effet le décalage d'un nombre grandissant d'entre eux d'avec leur emploi et l'identification au travail

9 Voir les prises de positions du Mouvement des Chômeurs, animé par Maurice Pagat, dans Partage

10 Collin Michèle, "Précaires : un sujet productif", CASH, juin 1988, n° 10

11 Voir le récent article d'Alain Lebaube "Le développement de l'intérim révèle les évolutions du marché de l'emploi", Le Monde, 23 juin 1989

12 Enquête emploi, Economie et Statistiques, novembre 1988, n° 215

13 A. Lebaube, "L'UNEDIC rejette un nombre grandissant de demandes d'allocation chômage", Le Monde, 18 avril 1989

14 Ces revendications sont exprimées dans la revue CASH par l'association des Chômeurs et Précaires

15 "L'avenir des écologistes : deux interprétations", Philippe Van Parijs, La Revue Nouvelle, janvier 1986, p.46